

Point de Presse du Conseil d'Etat

28 avril 2010

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Rwanda : soutien au projet de la Fondation DiDé pour la santé mentale de mineurs et de jeunes adultes incarcérés.....	4
Soutien à la reforestation et à la protection de sources d'eau au Brésil.....	5
Genève	6
Réception en l'honneur du Genève-Servette Hockey Club	6
Allocations familiales : rejet de l'IN 145	6
Modification de la loi sur l'aide sociale individuelle.....	7
Eaux usées : encouragement à la réalisation de réseaux d'assainissement dans les nouveaux quartiers ..	7
Amélioration de la desserte CFF de Versoix : augmentation de la cadence à l'étude	8
Vernier-Meyrin : valorisation de la zone industrielle des Batailles.....	8
Administration cantonale : le nombre des fontaines à eau a drastiquement diminué depuis 2007.....	9
Agenda des invitations à la presse	10

Genève internationale

Rwanda : soutien au projet de la Fondation DiDé pour la santé mentale de mineurs et de jeunes adultes incarcérés

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 136'870 francs sur trois ans (2010-2012) à la [Fondation DiDé – Dignité en Détention](#), pour financer un projet de santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés dans les prisons de Gitarama et de Nyagatare, au Rwanda.

Ce programme permettra de poursuivre l'accompagnement psychologique débuté lors d'un précédent projet à la prison de Gitarama et d'initier un volet en santé mentale à la prison de Nyagatare. Dans cette dernière se concentrent des mineurs provenant de tout le Rwanda et ayant été condamnés à de longues peines.

A travers différentes activités thérapeutiques, le projet doit permettre de créer un terrain propice à la scolarisation et la formation professionnelle en vue de la réinsertion sociale et civique des mineurs et jeunes adultes détenus.



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Soutien à la reforestation et à la protection de sources d'eau au Brésil

Le gouvernement a octroyé un montant total de 292'920 francs sur trois ans (2010-2012) à l'association [Nordesta](#), pour financer un projet de reforestation et de protection des sources du bassin fluvial du Rio Grande dans l'Etat de Minas Gerais, au Brésil.

Ce programme permettra de préserver cent sources actuellement dans un état critique suite à la déforestation du siècle dernier, en les protégeant par la plantation de 200'000 arbres. Ces sources



sont vitales pour le maintien du volume d'eau potable dans la région.

Le projet, qui compte sur la collaboration des autorités locales, comporte également un volet éducatif. D'une part, il prévoit de sensibiliser les enseignants et élèves de la région à la question de la protection de l'environnement. D'autre part, il entend faire participer les communautés rurales aux travaux afin de les sensibiliser à l'importance de la préservation de l'eau et des forêts.



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Réception en l'honneur du Genève-Servette Hockey Club

En association avec la Ville de Genève, le Conseil d'Etat a donné ce jour au Palais Eynard une réception en l'honneur du [Genève-Servette Hockey Club \(GSHC\)](#) à l'occasion de son accession, pour la seconde fois en trois saisons (voir [point de presse du 16 avril 2008](#)), au titre de vice-champion suisse de la ligue nationale A de hockey sur glace (photo Eddy Mottaz).

Il s'en est fallu de très peu pour que le GSHC ne remporte, à l'issue d'une saison 2009-2010 exceptionnelle, le premier titre national de son histoire. Ce n'est en effet



qu'au terme des sept matches de la finale que le titre de champion a été ravi par le SC Berne. Genève-Servette a par ailleurs reçu de nombreuses distinctions, notamment pour la meilleure défense du pays, l'élection du meilleur entraîneur par ses pairs (Chris McSorley), le meilleur gardien (Tobias Stephan) et la meilleure équipe en *box-play* (infériorité numérique).

Le Conseil d'Etat a tenu à exprimer au club ses chaleureuses félicitations ainsi que ses meilleurs vœux pour la saison à venir.



Allocations familiales : rejet de l'IN 145

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil son rapport sur la recevabilité et la prise en considération de l'initiative IN 145 « [Pour des allocations familiales dignes de ce nom !](#) ». L'IN 145 demande le doublement de l'allocation de naissance ou d'accueil de 1000 à 2000 francs, l'augmentation de l'allocation pour enfant de 200 à 300 francs, et l'augmentation de l'allocation pour formation professionnelle de 250 à 400 francs.

Après avoir constaté la recevabilité de l'initiative, dont l'aboutissement a été déclaré le 3 février 2010 (voir [point de presse](#)), le Conseil d'Etat annonce qu'il n'est pas favorable à cette initiative. Dans un contexte économique particulièrement difficile, les augmentations d'allocations familiales prévues engendreront un relèvement du taux de cotisation à charge des employeurs de 0,6 point, en raison d'un besoin de financement supplémentaire évalué à 180 millions de francs. Rien que pour l'Etat de Genève, les charges supplémentaires induites par cette initiative avoisineraient les 35 millions de francs.

Le Conseil d'Etat partage la préoccupation majeure des auteurs de l'IN 145 de venir en aide aux familles, mais préfère déployer des mesures ciblées comme outil de la politique familiale – telles que les prestations

complémentaires pour les familles proposées par le [projet de loi 10600](#), qui sont accordées en fonction d'un besoin établi –, en lieu et place de l'augmentation de prestations destinées à toutes les familles, indépendamment de leur situation ou de leurs besoins.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Modification de la loi sur l'aide sociale individuelle

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur l'aide sociale individuelle \(LASI\) du 22 mars 2007](#).

La modification proposée a pour but de consolider la base légale permettant à l'Hospice général de réduire, à titre de sanction, les prestations financières de l'aide sociale en cas de suspension du droit à l'indemnité de chômage ou en cas de perte fautive d'un emploi proposé dans le cadre des mesures cantonales en matière de chômage.

Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Eaux usées : encouragement à la réalisation de réseaux d'assainissement dans les nouveaux quartiers

Afin de faciliter la réalisation d'installations collectives privées d'assainissement des eaux usées, le Conseil d'Etat a modifié l'article 27, alinéa 4 du [règlement d'exécution de la loi sur les eaux](#).

En vertu de la [loi cantonale sur les eaux](#), il incombe en effet aux propriétaires immobiliers privés de raccorder à leurs frais leurs installations d'assainissement aux équipements publics. Dans certains cas, les propriétaires doivent se coordonner pour réaliser des installations qui desservent plusieurs habitations dans un large périmètre. La modification réglementaire adoptée ce jour permet désormais la participation financière des communes aux frais de réalisation de ces installations. Moyennant l'accord des communes, celles-ci pilotent et financent l'ouvrage à concurrence de 25% de son coût, par le biais notamment de la taxe d'écoulement.

Validée par l'Association des communes genevoises, la nouvelle disposition réglementaire répond à la volonté de favoriser les conditions-cadre permettant le financement des infrastructures nécessaires à la concrétisation des projets d'aménagements prévus sur leur territoire. L'[Association des promoteurs et constructeurs genevois](#) l'accueille également avec satisfaction.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Broillet, direction générale de l'eau, DIM, ☎ 022 546 74 30.

Amélioration de la desserte CFF de Versoix : augmentation de la cadence à l'étude



En réponse à une résolution de la commune de Versoix, le Conseil d'Etat signale qu'il étudie avec attention une amélioration de la desserte de Versoix par le chemin de fer pour 2011. Il s'agirait de prolonger la cadence à la demi-heure jusqu'à la fin du service, du lundi au samedi. Cette décision est cependant subordonnée à l'accord de la Confédération et du canton de Vaud, ces deux entités cofinçant les déficits d'exploitation de cette ligne.

Pour la ligne Coppet-Lancy, la priorité pour le canton de Genève réside dans le changement du matériel roulant, afin d'offrir davantage de places et de confort aux voyageurs, ceci dans le cadre de ses capacités financières.

Après les améliorations de l'offre introduites sur la desserte de Versoix en décembre 2008 (voir points de presse du [9 juin](#) et du [5 novembre 2008](#)), il ressort que la fréquentation en soirée est faible (+10% sur la période 20h-24h), alors que la fréquentation du samedi enregistre une belle croissance (+54%) pour une évolution globale de la fréquentation de +5%.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 25 06.

Vernier-Meyrin : valorisation de la zone industrielle des Batailles



Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil deux projets de loi (PL) modifiant des limites de zones dans la zone industrielle des Batailles (ZIBAT), sur le territoire des communes de Vernier et de Meyrin. Parallèlement à l'adoption de ces deux PL par le législatif, un plan directeur de la zone industrielle des Batailles est en cours d'élaboration au sens de la [loi générale sur les zones de développement industriel](#). Il permettra d'assurer une valorisation et un développement rationnel et cohérent de l'ensemble de la ZIBAT.



Le premier PL prévoit de créer une zone de développement industriel et artisanal sur un périmètre situé entre la route de Meyrin, la rue du Bois-du-Lan et la route du Nant-d'Avril. La superficie totale des terrains est de 378'000 m², actuellement situés en zone industrielle ordinaire et en zone villas. Ce projet a suscité quelques observations durant l'enquête publique. Il a par ailleurs été préavisé favorablement par les Conseils municipaux des communes de Meyrin et de Vernier, le 6 octobre 2009, respectivement le 17 novembre 2009.

Le second PL adopté concerne un périmètre situé entre la route de Meyrin, le chemin des Coquelicots et le chemin de Champs-Prévost, au lieu-dit « Champs-Prévost », sur le territoire de la commune de Vernier. Il propose la création d'une zone de développement industriel et artisanal également destinée, à titre accessoire, à des activités commerciales et/ou administratives, d'une surface de 45'500 m². Actuellement, les parcelles concernées sont affectées à la zone 5 (villas) ou agricole.

L'ensemble de ce périmètre est très fortement exposé aux nuisances de l'Aéroport international de Genève et de la route de Meyrin. Les valeurs d'alarme pour un [degré de sensibilité au bruit](#) de valeur II (applicable en principe pour les zones d'habitation) sont très largement dépassées. Seul un degré de sensibilité au bruit de valeur IV peut être assigné à ce secteur, ce qui exclut le maintien de la zone villas.

L'enquête publique ouverte du 19 novembre au 18 décembre 2004 a donné lieu à un certain nombre d'observations. Le Conseil municipal de Vernier a par ailleurs préavisé négativement ce dossier le 4 octobre 2005. Ce projet de modification des limites de zones a été mis en suspens dans l'attente de l'élaboration du projet de plan directeur de la ZIBAT. Ce dernier, qui comprend le secteur en question, est en cours

d'élaboration et a reçu un préavis favorable du Conseil municipal de Vernier le 19 novembre 2009. La procédure relative à l'adoption du présent projet de loi peut dès lors être poursuivie.

Ces deux projets de loi sont conformes aux principes du concept de l'aménagement cantonal, objectif 2.5 – « mener une politique active en matière de zones industrielles » – tel qu'explicité dans la fiche 2.9 (zones industrielles et artisanales) du [plan directeur cantonal](#).

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, chef de projet, direction des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Administration cantonale : le nombre des fontaines à eau a drastiquement diminué depuis 2007

En réponse à une [motion parlementaire](#) demandant de promouvoir l'eau du robinet et de faire des économies, le Conseil d'Etat a pu démontrer que la décision, prise en avril 2007, de supprimer autant que possible les fontaines à eau installées dans les locaux de l'administration cantonale a été suivie d'effets (voir [communiqué du 14 mars 2007](#)).

Le nombre des fontaines à eau est ainsi passé de 304 en 2007 à 75 actuellement. L'administration cantonale ne dispose plus de fontaines à eau pour son propre usage. Seules les fontaines installées dans des locaux accessibles ou destinés au public sont encore autorisées.

Pour toute information complémentaire : Mme Alicia Calpe, directrice de la centrale commune d'achats, DF, ☎ 022 325 10 53.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
4 mai 10h00	La promotion économique de Genève en 2009 : axes stratégiques, résultats et perspectives	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Irina Sakharova Quitt ☎ 022 388 31 63
18 mai 10h30	Genève en 3D	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève Internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80